

La majorité des partis politiques au Burundi sont sans assise nationale

PANA, 06 août 2014 Bujumbura, Burundi - La majorité des 45 partis reconnus légalement au Burundi sont sans assise nationale, à en juger par leur déploiement limité sur le terrain pour des activités diverses, indique un rapport du ministre burundais de l'Intérieur ayant en charge la gestion des associations à caractère politique. A titre indicatif, seulement quatre partis politiques ont pu organiser des réunions publiques au niveau national au cours du mois de juillet 2014, à moins de neuf mois des prochaines élections générales de 2015, selon la même source.

Il s'agit du conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, au pouvoir), des forces nationales de libération (Fnl), du mouvement pour la solidarité et la démocratie (Msd) et de l'union pour la paix et le développement (Upd), tous trois de l'opposition. Le poursuivant immédiatement à l'arrière le front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, ex-parti au pouvoir) qui n'a pu couvrir que 10 des 17 provinces du pays. Trois autres ont pu couvrir une province de l'intérieur du pays, d'autres sont restés à Bujumbura, la capitale du Burundi, à attendre des rencontres d'organes dirigeants, parfois dans des bars-restaurants, d'après la même source. Les moyens financiers disproportionnés expliquent cet état de choses, dit-on, toujours du côté du ministre de l'Intérieur pendant certains partis de l'opposition mettent en cause des entraves administratives, comme le refus de réunions sous divers prétextes pour annuler les demandes. L'absence sur le terrain ne date cependant pas d'hier et aux précédentes élections générales de 2010, 25 partis politiques étaient dans la compétition et trois seulement sont arrivés au parler et au gouvernement pour avoir réalisé un score honorable d'au moins 5% des suffrages exprimés au niveau national des législatives, comme le prévoit la loi électorale. Le foisonnement des partis politiques remonte aux premières élections de l'ère démocratique au Burundi avec une motivation quelque peu matérialiste, disent les analystes des questions politiques à Bujumbura. En 1992, les partis politiques, toutes tendances confondues, étaient assurés à l'avance de fameuses jeeps tout terrain dernier cri à l'époque, de la marque « Pajero » ainsi que quelques subsides de l'Etat pour relever la compétition électorale. Par la suite, la démocratie a tourné au fiasco, avec l'assassinat du Président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, dans un putsch militaire, suivi d'une longue guerre civile. Une période des vaches maigres s'en est suivie et le pays n'a renoué avec le suffrage universel qu'en 2005, les subsides de l'Etat. La même cure d'austérité a caractérisé la campagne électorale de 2010 où les partis se sont lancés dans la course électorale avec des moyens propres, comme les cotisations des militants et sympathisants. Un grand débat a même eu lieu sur la caution élevée de 15 millions de francs burundais (près de 10.000 dollars us) pour briguer, entre autre, la magistrature suprême et il a fallu la ramener à 10 millions pour calmer les esprits. A l'approche de nouvelles élections générales de 2015, les moyens financiers des partis politiques risquent de faire à nouveau la différence et le Cndd-Fdd semble en avoir mesuré l'enjeu pour conserver le pouvoir en commençant à mobiliser au grand jour les militants et sympathisants en vue des cotisations, selon les moyens de chacun. Aucun soutien n'est prévu pour aider les partis politiques dans l'enveloppe financière de 60 millions de dollars us que cherche à mobiliser la commission électorale nationale indépendante (Ceni) pour 2015. Une bonne partie de l'enveloppe sera plutôt destinée à l'éducation civique et électorale des citoyens, dit-on du côté de la Ceni.